

Wake up café : la CGT SPIP 33 sollicite une obligation de quitter le territoire bordelais !

Lundi 23 février, une partie de la réunion de service de l'antenne milieu ouvert de Bordeaux était consacrée à une rencontre avec un invité... spécial.

En effet, s'il peut arriver que cette réunion institutionnelle donne lieu à des échanges avec des structures partenaires ou d'autres services de l'Etat, cette fois-ci c'est le Wake Up Café qui y était convié !

Or, il ne s'agit pas, et nous espérons qu'il ne s'agira jamais, d'un partenaire du SPIP 33.

La CGT SPIP 33 en rappelle les raisons :

Wake up café est une association qui propose « un accompagnement à vie » des personnes détenues ou sortantes de détention. Elle a été créée par une ancienne aumônière dont l'objectif affiché est la réinsertion des personnes par le travail sur fond de « rédemption » et de « pardon », énonçant des chiffres de réussite époustouflants sans évaluation externe !

La méthode de présentation de cette association nous questionne en premier lieu.

En effet, cette rencontre imposée avait été annoncée dans l'ordre du jour de notre réunion quelques jours avant, et ce en totale contradiction avec la réponse de la présidente du CSA lors de l'instance du 3 février, qui, interpellée sur d'éventuels contacts avec Wake Up Café, nous avait répondu « Nous n'avons pas été approchés ».

Pourtant Wake up café avait déjà installé son antenne en 2025 avec locaux et salariés à la clé, il ne lui restait plus qu'à appâter son public, en faisant son marché auprès du SPIP !

Le recours à cette association interroge également la CGT SPIP 33 sur le fond.

La question du financement opaque de cette structure a été au cœur des échanges lors de la réunion de service. Elle a été directement posée par plusieurs collègues, à un chargé de communication de Wake up Café qui n'a pas convaincu l'auditoire sur l'absence de lien avec les Nuits du Bien Commun, et son fondateur Pierre-Edouard Stérin, dont le projet Périclès, rappelons-le, consiste tout simplement à faire triompher l'extrême droite dans les urnes !

Si Wake Up café ne se vante plus d'avoir été lauréat à 5 reprises entre 2017 et 2024 de cette grande œuvre de charité (défiscalisable à 60 %), leur site internet énonce subtilement que « Ce qui rassemble cette communauté d'entraide, c'est la contribution de chacun à un projet au service du Bien Commun. » .

Quant au scandale des Smartbox qui proposaient une « expérience transformante », à savoir un parloir digital de 20 minutes avec un ancien détenu, pour la somme de 59,90 euros, Wake Up café reconnaît une « erreur ».

L'offre est pourtant restée en ligne pendant 4 ans, et n'a été retirée qu'après que la CGT IP ait interpellé la DAP, qui n'avait rien remarqué jusque-là !

Wake up café c'est aussi toute une équipe « au service » des personnes sous-main de justice sans aucune qualification ou formation dans le domaine du travail social !

Les « wakers » sont ainsi coachés par les membres du privé !

Et attention, pas d'égalité des chances chez les wakers : les étrangers avec OQTF, ITF , les personnes présentant des troubles psychiatriques ou infracteurs sexuels sur mineurs sont d'emblée exclus de ce dispositif !

Le pardon oui mais pas pour tous !

Au-delà du projet non assumé, **l'équipe du SPIP milieu ouvert de Bordeaux, agents syndiqués comme non syndiqués, a fait part de sa ferme opposition** à conventionner avec une structure qui semble vouloir empiéter sur le cœur de métier du SPIP, en proposant un programme clé en main, du lundi au vendredi, ce qui ne laisse guère de temps pour les convocations.

Mais nul besoin de convoquer les personnes puisque Wake Up café enverra un rapport chaque vendredi après-midi !

On imagine dès lors à quoi pourrait ressembler une prise en charge en semi-liberté : à Wake Up café l'accompagnement, au SPIP la gestion des incidents !

Nous refusons de nous associer à une structure qui envisage la prise en charge de notre public comme une manne financière, qui plus est en dissimulant un projet politique en totale contradiction avec nos valeurs !

Les finances publiques ne doivent pas servir les intérêts de l'extrême droite, mais être affectées au service de l'état chargé de l'accompagnement des personnes sous-main de justice, c'est-à-dire le SPIP !

La CGT SPIP 33 exige la dénonciation de la convention nationale avec l'imbuvable Wake Up Café, et s'oppose à toute déclinaison locale !